

12 novembre 2023

Le jour d'après à Gaza

*L'Autorité palestinienne est trop discréditée pour prendre en charge à Gaza un processus politique d'après-conflit, à la différence peut-être de Marwan **Barghouti**, actuellement détenu en Israël.*

Chronique de Jean-Pierre **Filiu**, professeur à SciencesPo Paris

Le premier ministre Nétanyahou [assimile depuis quatre décennies](#) toute forme de nationalisme palestinien au « terrorisme ». Il a en outre décidé de répondre à la campagne terroriste du Hamas, le 7 octobre, par une escalade sans précédent de la violence à Gaza. Cette escalade est devenue une fin en soi, sans aucune perspective politique. C'est pourquoi les authentiques amis d'Israël, surtout ceux qui affirment leur attachement à l'établissement d'un Etat palestinien, ne doivent pas attendre du gouvernement Nétanyahou qu'il élabore une formule viable pour le « jour d'après » à Gaza.

L'ampleur du bilan humain comme des destructions à Gaza commande au contraire d'y travailler dès maintenant, même si aucune solution n'est pleinement convaincante. C'est bel et bien vers un moindre mal qu'il faut s'orienter, avec, à la fois, humilité et détermination face à l'épouvantable tragédie en cours.

Les quatre impossibilités

La [première occupation israélienne de Gaza](#), en 1956-1957, était vouée à la « liquidation » des fedayins comme l'actuelle l'est à celle du Hamas. Mais l'Egypte reprit le contrôle de l'enclave palestinienne à l'issue du retrait israélien et réprima avec efficacité le militantisme fedayin durant les dix années suivantes, jusqu'à la deuxième occupation israélienne, en 1967. Il est aujourd'hui exclu que l'Egypte assume un tel rôle à Gaza, dont le futur désengagement israélien devra être préparé et négocié, à la différence du retrait de 2005, dont le caractère unilatéral avait fait le lit du Hamas.

L'impossibilité d'une prise en charge par l'Egypte impose de réfléchir à une formule pleinement palestinienne. Jamais Israël, ni d'ailleurs ses soutiens étrangers, n'accepteront un transfert à la branche politique du Hamas, y compris après le désarmement éventuel des Brigades Al-Qassam, même si le premier ministre Ariel Sharon, après avoir porté des coups très durs au Hamas, avait accepté en 2006 la participation des islamistes aux élections palestiniennes.

L'impossibilité d'un transfert à l'Egypte ou aux politiques du Hamas conduit naturellement à privilégier une mise en avant de l'Autorité palestinienne (AP). Mais c'est oublier que Mahmoud Abbas, dont le mandat a expiré depuis une douzaine d'années, est discrédité auprès de ses compatriotes pour son autoritarisme et sa corruption, ainsi que pour son incapacité à tenir tête aux diktats israéliens, à Gaza encore plus qu'en Cisjordanie. Seules des élections générales pourraient restaurer la légitimité des institutions palestiniennes, les dernières présidentielles, remportées par Abbas, remontant à 2005 et les dernières législatives, remportées par le Hamas, remontant à 2006.

Un accord inter palestinien avait été conclu en 2021 pour la tenue d'élections générales, suscitant une vague d'inscriptions sur les listes électorales, tant la perspective de ce scrutin était populaire. Abbas a pourtant reporté sine die un tel scrutin, pariant, avec succès, sur la poursuite du soutien européen à l'AP malgré ce déni de démocratie. [Cette erreur historique de l'Union européenne](#) a largement contribué à l'impasse actuelle, car il serait aujourd'hui peu réaliste d'envisager d'organiser des élections dans un contexte d'immédiat après-guerre.

L'hypothèse Marwan Barghouti

C'est dès lors par défaut qu'une ultime hypothèse peut être envisagée. Il s'agirait de la libération de Marwan Barghouti, détenu depuis 2002 en Israël où il est condamné à cinq peines de prison à perpétuité pour terrorisme. Nétanyahou avait refusé un tel geste en 2011 lors de la libération, en échange d'un soldat franco-

israélien détenu par le Hamas, de 1 027 prisonniers palestiniens, dont Yahya Sinouar, l'actuel chef du Hamas à Gaza, très impliqué dans les massacres du 7 octobre.

L'épouse de Barghouti a lancé depuis de longues années une campagne en faveur de la libération du « *Mandela de la Palestine* », campagne qui a recueilli, bien avant la guerre actuelle à Gaza, [le soutien de la Jordanie](#), très inquiète de troubles en Cisjordanie lors de l'inévitable succession d'Abbas. Barghouti est aujourd'hui la personnalité la plus populaire dans l'opinion palestinienne, où ce sexagénaire incarne, face à l'octogénaire Abbas, une nouvelle génération du Fatah et de l'Organisation de libération de la Palestine.

Barghouti, élu député du Fatah à Ramallah en 1996, s'était alors mobilisé contre les abus au sein de l'AP. En 2002, en pleine deuxième Intifada, il avait rappelé son engagement en faveur de la « *coexistence pacifique* » entre Israël et la Palestine, ainsi que sa [condamnation des attentats contre les civils en Israël](#). En 2005, il avait, depuis sa cellule, apporté un soutien déterminant à la succession d'Arafat par Abbas à la présidence de l'AP. L'année suivante, il contribuait à l'élaboration du « *document des prisonniers* » sur l'établissement d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza.

Le Hamas et le Jihad islamique avaient endossé un tel document, s'abstenant pour la première fois d'évoquer la destruction d'Israël, sans pour autant aller jusqu'à la reconnaissance. La popularité de Barghouti, aussi bien à Gaza qu'en Cisjordanie, représente sans doute le seul barrage à la montée en puissance du Hamas, sur fond d'escalade sans fin de la violence. Sa libération et sa promotion susciteraient à l'évidence de très fortes oppositions en Israël comme au sein de l'AP. Cette hypothèse mérite néanmoins d'être étudiée, ne serait-ce que pour ne pas céder à la fatalité de la guerre et de la mort.